

20 ans après le vote sur l'EEE : une défaite qui a porté ses fruits

Il y a vingt ans, les représentants de l'économie s'étaient engagés en faveur de l'EEE. Ils ont enregistré une défaite et, avec eux, le gouvernement fédéral et la majorité des partis et des parlementaires. Depuis, l'EEE et la Suisse ont changé de visage. En ce qui concerne l'EEE, elle ne comprend plus que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, les autres membres de naguère étant entrés dans l'UE. La Suisse s'est largement ouverte à l'UE et, grâce aux accords bilatéraux I et II, elle a sécurisé l'accès réciproque aux marchés dans des domaines importants. Aujourd'hui, elle est le troisième partenaire économique de l'UE devant des pays comme la Russie, le Japon et l'Inde. En ce qui concerne les échanges, l'UE est le premier marché d'exportation et d'importation de la Suisse : elle absorbe 60 % des exportations suisses et 80 % des importations suisses viennent de l'UE. Le commerce extérieur suisse avec l'UE continue sa progression, qui s'élève à 100,5% depuis 1993. Notre pays, qui affiche régulièrement un excédent de sa balance commerciale annuel en faveur de l'UE avoisinant 40 milliards de francs, est aujourd'hui un véritable moteur de la croissance pour cette dernière. Le non à l'EEE n'est pas resté sans conséquence. Après la décision du peuple, la Suisse a subi une forte pression en faveur de réformes. Dans les années 1990, la réforme Swisslex a amené des changements importants. Elle est d'ailleurs une des clés de la compétitivité internationale actuelle de notre place économique. Un autre changement structurel majeur s'est produit au sein de l'économie : les entreprises ont commencé à davantage s'intégrer sur des marchés hors d'Europe. Résultat, les entreprises suisses sont très bien intégrées dans l'économie mondiale.

Il est évident que nous devons régulièrement faire le point sur nos relations avec l'UE et évaluer toutes les options sans idée préconçue. Quiconque réclame aujourd'hui l'adhésion à l'EEE doit le faire en tenant compte de la mondialisation et du déplacement des rapports de force en faveur de l'Asie. La dimension de politique européenne à elle seule ne suffit pas. Dans ce contexte, la position de l'économie est claire : notre pays a su capitaliser le non à l'EEE de 1992, en façonnant la voie bilatérale d'une manière économiquement très intéressante pour la Suisse et pour l'UE et en développant durablement ses relations avec des marchés émergents. Cette stratégie est toujours valable et même plus que jamais.